

Avis adopté

Séance plénière du 13 juin 2023

Développement *solidaire* et lutte contre les *inégalités* mondiales : se donner les moyens d’agir

Déclaration du groupe CGT-FO

La question de l’aide au développement doit être un pilier central de notre politique internationale. Le défi est de taille car quand on laisse la misère prendre le dessus dans les pays pauvres, c’est l’ensemble de la vie sociale, économique et politique de ces pays qui est déstabilisé. Des conflits sans fin peuvent s’installer et ajouter ainsi aux souffrances de la pauvreté le risque de voir des générations entières s’enfermer dans des guerres sans fin semant ainsi mort et désespoir. Pour le CESE, la France doit se donner les moyens d’agir pour combattre les inégalités qui empêchent des millions de personnes dans le monde d’accéder y compris aux choses les plus essentielles pour vivre décemment.

Le groupe FO souscrit à cette demande car la question des moyens à mobiliser pour permettre à ces pays de s’en sortir est centrale et on ne peut rien réussir si la cible de consacrer 0.7% de notre PNB à l’aide au développement ne se concrétise pas. Pour le groupe FO, il faut cependant instaurer un contrôle rigoureux des actions relevant de l’aide au développement et arrêter de les gonfler artificiellement par des sommes qui ne s’inscrivent pas dans cet objectif. Les dons de vaccins pendant la pandémie ne devraient pas relever de l’APD, par exemple. Pour notre groupe, il est essentiel que l’aide publique au développement contribue à développer les infrastructures publiques et les capacités budgétaires des pays en développement pour leur permettre à terme de mettre en place des services publics de qualité et accessibles pour tous, seul gage de leur développement réel. De même, l’APD ne doit pas être un outil aux mains des institutions internationales pour imposer une vision idéologique des actions à mettre en place en conditionnant l’aide à la mise en place de politiques néolibérales, par exemple. L’APD ne doit pas non plus servir de moyen pour privilégier les entreprises, cabinets ou ONG des pays donateurs au dépend d’une aide pour permettre une réelle montée en compétences des organisations des pays en développement. Pour le groupe FO, l’APD doit avoir pour seul objectif de sortir les pays qui en bénéficient du sous-développement. Elle doit leur permettre de gagner en autonomie et de mettre en place localement les conditions pour qu’ils puissent se passer de l’APD le plus rapidement possible.

Pour le groupe FO, il faut renforcer le rôle de l’OIT dans la coopération au développement, avec les autres agences des Nations-Unies impliquées, pour garantir le respect des normes internationales du travail et l’agenda du travail décent de l’OIT. Les organisations syndicales des pays partenaires doivent ainsi être davantage impliquées. Pour le groupe FO, il est bien sûr important de mobiliser les organisations de la société civile mais cette implication ne doit pas servir de prétexte pour diminuer la place des institutions internationales et laisser ainsi des ONG, par exemple, s’imposer en tant décideurs de la politique de développement et dont la seule légitimité est d’avoir des mécènes privés prêts à dépenser des milliards pour imposer leurs points de vue y compris politiques.

Malgré ses réserves en particulier sur la place des organisations de la société dans la politique d’aide au développement, **le groupe FO a voté en faveur de cet avis.**